Accord de consortium projet Equipex+ BIBLISSIMA+

Entre

LE CAMPUS CONDORCET,

Établissement public à caractère administratif (EPA)

N° SIRET : 130 016 371 000 36

Adresse : 8, cours des Humanités, 93322 Aubervilliers CEDEX

Représenté par son président, Monsieur Pierre-Paul ZALIO,

Ci-après désigné par le « **Campus Condorcet** » ou l'« **Etablissement coordinateur** »,

Et

Le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS),

Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique (EPCST)

N° SIRET 180 089 013 00155 – Code APE : 7219Z

dont le siège est 3 rue Michel Ange - 75794 PARIS CEDEX 16

Représenté par son Président-directeur général, Monsieur Antoine PETIT, lequel a délégué sa signature pour le présent Accord de consortium à Madame Catherine LARROCHE, déléguée régionale de la Délégation Île-de-France Meudon (DR5), 1, Place Aristide Briand, 92195 Meudon Cedex

Ci-après désigné par le « **CNRS** »,

Et

L'UNIVERSITÉ PARIS SCIENCES ET LETTRES (PSL)

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement

N° SIRET : 130 026 149 00018

Adresse : 60 rue Mazarine 75006 PARIS

Représentée par son Président, Monsieur Alain FUCHS

Ci-après désignée par l'« **Université PSL** »,

Incluant ses établissements-composantes suivants impliqués dans le Projet :

Ecole Nationale des Chartes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 65 rue de Richelieu 75002 Paris,

N° SIRET : 197 534 787 00043,

Représentée par sa Directrice, Madame Michelle BUBENICEK,

Ecole normale supérieure, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 45 rue d'Ulm 75005 Paris,

N° SIRET : 197 534 597 00012,

Représentée par son Directeur, Monsieur Frédéric WORMS,

Ecole Pratique des Hautes Etudes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 4-14 rue Ferrus 75014 Paris,

N° SIRET : 197 534 860 00105,
Représentée par son Président, Monsieur Jean-Michel VERDIER,

Et

L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHESS)

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

N° SIRET : 19753742600011

Adresse : 54 boulevard Raspail, 75006 PARIS

Représentée par son Président, Monsieur Romain HURET,

Ci-après désignée par l'« **EHESS** »,

Et

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON (ENS de Lyon)

Etablissement à caractère scientifique, culturel et professionnel (ECSCP)

N° SIRET : 13000812100019

Adresse : 15 parvis René Descartes - BP 7000, 69342 Lyon CEDEX 07

Représentée par son Administrateur provisoire, Monsieur Lamine BOUBAKAR

Ci-après désignée par l'« **ENS de Lyon** »,

Et

LE MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (MNHN)

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

N° SIRET : 18004417400019

Adresse : 57 rue Cuvier, 75005 PARIS

Représenté par son Président, Monsieur Bruno DAVID

Ci-après désigné par le « **MNHN** »,

Et

AVIGNON UNIVERSITÉ

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

N° SIRET : 19840685200204 - Code APE : 8542Z

Adresse : 74 rue Louis Pasteur, 84029 AVIGNON CEDEX 1

Représentée par son Président, Monsieur Philippe ELLERKAMP

Ci-après désignée par « **Avignon Université** »

Et

L'UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

N° SIRET : 191 414 085 000 16
Adresse : Esplanade de la Paix, 14032 CAEN CEDEX
Représentée par son Président, Monsieur Lamri ADOUI

Ci-après désignée par l'« **Université de Caen** »,

Et

L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)
N° SIRET : 19692437700282
Adresse : 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08
Représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO

Ci-après désignée par l'« **Université Lyon 3** »,

Et

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)
N° SIRET : 19691775100014
Adresse : 18 quai Claude Bernard, 69365 LYON Cedex 07
Représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER

Ci-après désignée par « **Université Lyon 2** »,

Et

L'UNIVERSITÉ DE POITIERS

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)
N° SIRET : 19860856400375
Adresse : 15, rue de l'Hôtel Dieu - TSA 71117 - 86073 POITIERS Cedex 9
Représentée par son Président, Madame Virginie LAVAL

Ci-après désignée par « **Université de Poitiers** »,

Et

L'UNIVERSITÉ DE TOURS

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)
N° SIRET : 193 708 005 00478
Adresse : 60 rue du Plat d'Etain - BP 12050, 37020 TOURS CEDEX 1
Représentée par son Président, Monsieur Arnaud GIACOMETTI

Ci-après désignée par « **Université de Tours** »,

Et

LE MINISTÈRE DE LA CULTURE - SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE France (MC-SIAF)

Etablissement public à but non lucratif

N° SIRET : 11004601800013

Adresse : 182 rue Saint-Honoré, 75001 PARIS

Représenté par la Cheffe du Service interministériel des Archives de France, Madame Françoise BANAT-BERGER

Ci-après désigné par le « **SIAF** »,

Et

TEKLIA

Micro-entreprise

N° SIRET : 80792762900020

Adresse : 30 rue Raymond Losserand, 75014 PARIS

Représentée par son Président, Monsieur Christopher KERMORVANT

Ci-après désignée par « **TEKLIA** » ou l' « **Entreprise** »,

Le CNRS, l'Université PSL, l'EHESS, l'ENS de Lyon, le MNHN, Avignon Université, l'Université de Caen, l'Université Lyon 3, l'Université Lyon 2, l'Université de Poitiers, l'Université de Tours, le SIAF et TEKLIA sont ci-après désignés par les « **Etablissements partenaires** »,

L'Etablissement coordinateur et les Etablissements partenaires sont ci-après individuellement désignés par la « **Partie** » et collectivement par les « **Parties** ».

Préambule

Les Parties ont répondu à l'AMI « Equipements structurants pour la recherche / EQUIPEX + » de l'Agence Nationale de la Recherche, en présentant le Projet Biblissima+.

Biblissima+, « Observatoire des cultures écrites anciennes, de l'argile à l'imprimé », est un projet de recherche qui s'inscrit pleinement dans le mouvement de la science ouverte.

L'infrastructure numérique Biblissima+ est construite sur le socle de l'Equipex Biblissima (2012-2021), qu'elle étend potentiellement à toutes les langues anciennes et à leurs supports : c'est un observatoire des cultures écrites anciennes. Biblissima+ est une infrastructure numérique multipolaire, qui crée des mécanismes stables d'agrégation et d'enrichissement de données ouvertes (volet A du projet). Agrégeant de nouveaux types de données, l'infrastructure veille au partage des référentiels, à l'efficacité et à la simplicité d'un portail unique, à son articulation avec d'autres grandes infrastructures. Pour durer, elle doit mettre au point, avec les communautés, un système de mises à jour. Les appels à manifestation d'intérêt de Biblissima+ permettent l'élargissement progressif du périmètre et l'acculturation de nouvelles communautés au fil du temps. Par la formation et les services, comme IIF 360, Biblissima+ veille à leur intégration et au partage des outils et des pratiques.

Pour aller plus loin, il faut permettre au chercheur d'enrichir les corpus de sources grâce à des outils numériques propres à lui faire faire des découvertes (volet B du projet). Biblissima+ encourage et structure les communautés dans les domaines les plus prometteurs, au sein de 7 clusters. Dans ces 7 domaines d'innovation numérique, les communautés de chercheurs, ingénieurs, conservateurs, étudiants partagent les questions, les outils, les standards, inventent de nouveaux outils. Tous reçoivent des moyens pour leurs recherches et leurs développements, mais aussi pour des rencontres annuelles, les semaines des clusters. Les résultats, les questions, les idées des clusters sont mis en commun chaque année lors des Journées Biblissima+, qui permettent de faire dialoguer les clusters et de réfléchir

au bon chaînage des outils. Ces journées Biblissima+ sont couplées avec le Conseil scientifique international annuel, de façon à favoriser les interactions, l'approfondissement, la naissance d'idées nouvelles.

Le projet Biblissima+ ayant été retenu par l'ANR, les Parties souhaitent par le présent accord définir les modalités d'exécution du Projet et fixer leurs droits et obligations respectifs.

Les Parties conviennent

Article 1 – Définitions

Dans le présent accord, les termes suivants commençant par une lettre majuscule ont les significations respectives suivantes :

- **Accord** : le présent accord de consortium.
- **ANR** : l'Agence Nationale de la Recherche.
- **Brevets Nouveaux** : toute demande de brevets et brevets en découlant, portant sur des Résultats.
- **Bureau exécutif** : l'instance de gestion du Projet visée à l'article 5.4 de l'Accord.
- **Comité de direction** : l'instance de direction scientifique et technique du Projet visée à l'article 5.3 de l'Accord.
- **Comité de suivi des tutelles** : l'instance de pilotage institutionnel du Projet visée à l'article 5.2 de l'Accord.
- **Conseil scientifique** : l'instance d'évaluation et de conseil du Projet visée à l'article 5.5 de l'Accord.
- **Connaissances propres** : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrication, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les Logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et/ou brevetées ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, nécessaires à l'exécution du Projet, appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord ou indépendamment de la réalisation de sa part du Projet et sur lesquels elle détient des droits d'utilisation.

Les Connaissances propres des Parties nécessaires à l'exécution du Projet sont celles listées à l'Annexe 2. Chaque Partie pourra demander à faire évoluer la liste de ses Connaissances propres. Toute modification de la liste précitée devra faire l'objet d'une information lors du Comité de suivi des tutelles tel que défini à l'article 5.2.2.
- **Consortium** : groupement composé de toutes les Parties participant au Projet ;
- **Contribution** : toute contribution au Projet de quelque nature que ce soit, notamment d'ordre intellectuel, humain, matériel ou financier.
- **Convention attributive d'aide** : la convention attributive d'aide n° ANR-21-ESRE-0005 conclue entre l'ANR et l'Établissement coordinateur. Elle est annexée à l'Accord en Annexe 5 et tout Établissement partenaire reconnaît y adhérer pour les dispositions le concernant.
- **Droits de Propriété intellectuelle** : tous droits d'auteur, droits de propriété industrielle, brevet, marque, certificat d'utilité, dessin ou modèle, certificat d'obtention végétale, droits sur les Logiciels, puces et semi-conducteurs, droits des producteurs de bases de données, et tous autres droits de propriété intellectuelle, y compris les droits attachés aux demandes de tous titres de propriété intellectuelle.
- **Équipement** : matériel et/ou équipement acheté ou développé par une ou plusieurs Parties pour les besoins du Projet.
- **Équipes scientifiques et techniques** : les regroupements de chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs, conservateurs impliqués dans la réalisation du Projet. Ces regroupements, de diverses natures selon leurs tutelles, sont visés en Annexe 4 de l'Accord. Ils sont représentés au Comité de direction du Projet.
- **Equipex** : l'équipement structurant financé par l'ANR et décrit dans le Projet.

- **Établissement-composante** : établissement d'enseignement supérieur et de recherche impliqué dans l'exécution du Projet au sein de l'Université PSL, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ayant le statut de Grand Etablissement, avec lequel il coordonne et partage ses compétences. Aux termes de l'article 2 des statuts de l'Université PSL, approuvés par le décret n°2019-1130 du 5 novembre 2019 modifié, l'Établissement-composante conserve sa personnalité morale et juridique. Au titre pARTIEdu présent Accord, les Établissements-composantes de l'Université PSL impliqué dans l'exécution du Projet sont : l'École nationale des chartes (ENC-PSL), l'École normale supérieure (ENS-PSL) et l'École Pratique des Hautes Etudes (EPHE-PSL).
- **Établissement coordinateur** : l'établissement recevant des fonds au titre de l'AMI « Équipements structurants pour la recherche / EQUIPEX + », pour coordonner la réalisation du Projet selon les modalités prévues dans le cadre de la Convention attributive d'aide.
- **Établissement partenaire** : une Partie contribuant au Projet, à laquelle l'Établissement coordinateur reverse le cas échéant une part de l'aide de l'ANR au titre de la réalisation de sa part du Projet, conformément à l'article 3 de la Convention attributive d'aide.
- **Gestionnaire de la Copropriété** : désigne une Partie copropriétaire de Brevets Nouveaux mandatée par les autres Parties copropriétaires pour la gestion et le suivi desdits brevets, selon les modalités définies à l'article 6.2.1.3.
- **Informations Confidentielles** : informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, dessins, représentations graphiques, spécifications, savoir-faire, expérience, Logiciels et programmes, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les Parties et se rapportant directement ou indirectement au Projet, et désignées comme confidentielles par la Partie titulaire, par un tampon ou une légende si lesdites Informations sont écrites, et par une mention spéciale lors de sa divulgation, confirmée par écrit dans un bref délai, ne pouvant excéder 15 jours, si lesdites Informations sont orales.
- **Logiciel** : séquences d'instructions pour la réalisation d'un processus, exprimées sous une forme, ou transposables dans une forme, permettant leur exécution par un ordinateur, ainsi que le matériel de conception préparatoire et éventuellement la documentation associée.
- **Logiciel de Base** : Logiciel détenu par une des Parties avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord et/ou développé en parallèle du Projet sans la Contribution des autres Parties, mais Nécessaire à la réalisation du Projet. Ce Logiciel de Base fait partie des Connaissances propres respectives des Parties et reste la propriété des Parties propriétaires.
- **Logiciel Dérivé** : Logiciel développé par une Partie dans le cadre du présent Accord à partir d'un Logiciel de Base. On distingue deux catégories de Logiciels Dérivés : les Adaptations et les Extensions.
- **Adaptation** : un Logiciel Dérivé utilisant les mêmes algorithmes que le Logiciel de Base dont il dérive et/ou réécrit dans un autre langage.
- **Extension** : un Logiciel Dérivé permettant d'accéder à des fonctions ou des performances nouvelles, absentes du Logiciel de Base dont il dérive.
- **Logiciel Nouveau** : Logiciel développé par une ou plusieurs Parties au titre du Projet, indépendamment de tout Logiciel de Base. Lorsque le Logiciel est développé grâce à la Contribution de deux ou plusieurs Parties, on parle de Logiciel Résultats Conjoints, comme stipulé à l'Article 6.2.1.4..
- **Nécessaire** : (i) concernant la réalisation du Projet, une Connaissance propre ou un Résultat est Nécessaire si l'exécution des travaux à la charge de la Partie qui en demande l'accès s'en trouve, à défaut, impossible à exécuter, significativement retardée ou nécessiterait des efforts financiers ou humains supplémentaires significatifs ; (ii) concernant les activités hors Projet, une Connaissance propre ou un Résultat est Nécessaire si à défaut d'y avoir accès, l'exploitation industrielle ou commerciale, à partir ou visant des Résultats serait techniquement ou légalement impossible.
- **Part des Travaux ou Part de Travaux ou Tâches scientifiques** : l'ensemble des tâches incombant à une Partie dans la réalisation du Projet, la répartition des tâches étant détaillée à l'annexe « Description du Projet » du Contrat ;
- **Portail Biblissima** : le Portail Biblissima au sens strict (<https://portail.biblissima.fr/>), permettant la consultation des ressources numériques mises en interopérabilité par le Projet, ainsi que toute l'infrastructure numérique créée par l'équipex Biblissima (2012-2021) et par le présent Projet, formée de plusieurs sites articulés les uns avec

les autres, en particulier un site consacré au présent Projet (<https://projet.biblissima.fr/>), la plateforme IIF Collections (<https://iif.biblissima.fr/collections/>), et la plateforme des référentiels Biblissima (<https://data.biblissima.fr/w/Accueil>).

- **Projet** : BIBLISSIMA+, « Observatoire des cultures écrites anciennes, de l'argile à l'imprimé », dont les éléments financés par l'aide attribuée par la Convention attributive d'aide sont décrits en Annexe 1 à l'Accord, et dont le descriptif scientifique et technique général figure dans la Convention attributive d'aide, donnée en Annexe 5 à l'Accord.
- **Projets Biblissima+** : Projets lauréats des appels à manifestation d'intérêt annuels lancés par le Projet.
- **Règlement financier** : le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'AMI « Équipements structurants pour la recherche / EQUIPEX + » de l'ANR et voté par son conseil d'administration lors de sa séance 23 mars 2020. Les règles qu'il contient s'appliquent au Projet.
- **Résultats** : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, protégées ou non, protégeables ou non par un Droit de propriété intellectuelle, y compris les savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les Logiciels, les dossiers, les matériels, les plans, schémas, dessins, formules ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elle soit, et tous les Droits de propriété intellectuelle y afférents, développées par une ou plusieurs Parties dans le cadre du Projet. Les Résultats peuvent être Propres ou Conjoints. Les Logiciels Nouveaux et les Logiciels Résultats Conjoints constituent des Résultats au sens de la présente définition.
- **Résultat Propre** : le Résultat obtenu par une Partie seule, sans la Contribution des autres Parties.
- **Résultat Conjoint** : le Résultat développé grâce aux Contributions d'au moins deux Parties, au titre du Projet.

Article 2 - Objet de l'Accord

L'Accord a pour objet de définir :

- les relations entre les Parties et leurs droits et obligations ;
- les modalités de valorisation des Résultats, et de partage de leur propriété intellectuelle et industrielle ;
- la répartition des tâches, des moyens humains et financiers ainsi que des livrables ;
- le régime de publication / diffusion des Résultats ;
- la gouvernance du Projet.

Article 3 - Mise en œuvre du Projet

La période d'éligibilité des dépenses est précisée en Annexe 1 pour chacun des éléments du Projet financés par l'aide Equipex, et pris en charge par l'une des Parties. La description du Projet et les apports des Parties figurent dans la Convention attributive d'aide, adjointe à l'Accord en Annexe 5.

Chaque Partie concernée est responsable de l'exécution de sa Part des Travaux telle que décrite en Annexe 1.

Chaque Partie concernée s'engage à faire ses meilleurs efforts pour exécuter sa Part des Travaux en mettant en œuvre tous les moyens raisonnables nécessaires à cette exécution.

Chaque Partie concernée est tenue de faire part à l'Établissement coordinateur, dans les meilleurs délais, de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de sa Part des Travaux susceptibles de compromettre les objectifs du Projet.

Article 4 - Modalités financières

L'Établissement coordinateur reçoit directement de l'ANR l'aide octroyée au titre du Projet, conformément aux stipulations de la Convention attributive d'aide.

Sous réserve du versement de l'aide par l'ANR à l'Établissement coordinateur et du respect par chaque Établissement

partenaire bénéficiant d'une part de l'aide de toutes les dispositions de l'Accord et de toutes dispositions impératives de l'ANR en particulier du Règlement financier, l'Établissement coordinateur verse une part de l'aide à certains Établissements partenaires selon les modalités ci-après.

Les Établissements partenaires bénéficiaires d'une convention de reversement reçoivent de l'Établissement coordinateur la quote-part de l'aide versée par l'ANR correspondant aux livrables dont elles ont la responsabilité dans le cadre du Programme Equipex, conformément aux dispositions de la convention attributive d'aide ANR-21-ESRE-0005, notifiée par l'ANR le 26 octobre 2021 à l'Établissement coordinateur. Ces Établissements partenaires sont :

- le CNRS ;
- l'Université PSL ;
- L'ENS de Lyon ;
- l'EHESS ;
- l'Université de Caen ;
- l'Université de Tours.

Les conventions de reversement déjà conclues par l'Établissement coordinateur avec ces Établissements partenaires figurent en annexe au présent Accord (Annexe 6).

Chaque Partie supporte individuellement le complément de financement nécessaire à l'exécution de la Part des Travaux dont elle a la responsabilité.

Article 5 – Gouvernance

5.1 L'Établissement coordinateur

D'un commun accord entre les Parties, le Campus Condorcet est désigné Établissement coordinateur.

5.1.1 Rôle de l'Établissement coordinateur

L'Établissement coordinateur est l'intermédiaire entre les Parties et l'ANR et à ce titre, assure notamment les missions suivantes :

- il transmet aux autres Parties les correspondances d'intérêt commun émanant de l'ANR et les éventuels avenants à la Convention attributive d'aide dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet ;
- il centralise les comptes rendus intermédiaires des Parties et transmet un document unique à l'ANR selon le calendrier prévu à l'article 7 de la Convention attributive d'aide ;
- dans le délai de deux (2) mois suivant la date d'expiration du Projet, il adresse un compte-rendu final unique à l'ANR ;
- il adresse à l'ANR les relevés récapitulatifs et finaux des dépenses exécutées par chaque Établissement partenaire bénéficiaire d'une convention de reversement visé à l'article 4 de l'Accord ;
- il adresse à l'ANR le plan de gestion des données issues du Projet et ses mises à jour, dans les délais fixés dans la Convention attributive d'aide ;
- il adresse les demandes de modification du Projet à l'ANR ;
- il tient à jour la liste des Résultats et le cas échéant, des titres de propriété intellectuelle correspondants et en informe l'ANR ;
- il informe l'ANR des difficultés éventuelles dans la réalisation du Projet, en particulier lorsque l'une des Parties décide d'abandonner la part du Projet dont elle a la responsabilité ou lorsque les Parties souhaitent qu'un nouvel acteur participe au Projet.

5.1.2 Obligations des Établissements partenaires à l'égard de l'Établissement coordinateur

Chaque Établissement partenaire s'engage à :

- fournir à l'Établissement coordinateur dans les délais impartis ses comptes rendus intermédiaires et les éléments nécessaires à l'établissement du compte-rendu final destiné à l'ANR ;
- fournir à l'Établissement coordinateur les informations permettant de répondre aux éventuelles demandes de l'ANR ;
- informer l'Établissement coordinateur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du Projet ;

- participer aux réunions de suivi du Projet organisées par l'Établissement coordinateur conformément à l'article 7.3 de la convention attributive d'aide ;
- contribuer à renseigner annuellement les indicateurs de suivi portant sur l'état d'avancement du Projet et sur les Résultats afin d'analyser l'impact socio-économique du Projet dans les délais fixés à l'article 7.1.1.1 de la Convention attributive d'aide ;
- contribuer à l'élaboration et la mise à jour d'un plan de gestion des données dans les délais fixés à l'article 8 de la Convention attributive d'aide ;
- informer l'Établissement coordinateur de toute protection d'un Résultat au titre de la propriété intellectuelle et de toute cession ou nantissement de brevet portant sur un Résultat ;
- le cas échéant, affecter sa part de l'aide à la réalisation exclusive de sa part du Projet ;
- le cas échéant, transmettre à l'Établissement coordinateur, un relevé récapitulatif annuel des dépenses arrêtées au 31/12 de chaque année écoulée, au titre de sa part du Projet, signé par son représentant légal et certifié par son agent comptable ou commissaire aux comptes. Il transmet ce document à l'Établissement coordinateur au plus tard dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la fin de l'exercice comptable en cours ;
- le cas échéant, transmettre à l'Établissement coordinateur, un relevé final de ses dépenses effectuées au cours du Projet, signé par son représentant légal et certifié par son agent comptable ou commissaire aux comptes. Il transmet ce document à l'Établissement coordinateur au plus tard dans un délai de trente (30) jours suivant la date de fin du Projet.

5.2 Le Comité de suivi des tutelles

5.2.1 Composition

Le Comité de suivi des tutelles est présidé par le représentant de l'Établissement coordinateur et est composé d'un représentant pour chacune des Parties. La liste de ces représentants est jointe en Annexe 3.

Ces représentants peuvent, si nécessaire, se faire assister d'un spécialiste de leur choix, sous réserve d'en informer préalablement les autres membres du Comité de suivi des tutelles et que ledit spécialiste signe un accord de confidentialité reprenant les obligations de confidentialité visées à l'article 8 ci-après. Les spécialistes susvisés n'interviennent qu'à titre consultatif.

Chaque représentant peut se faire représenter aux réunions du Comité de suivi des tutelles par une personne du même organisme disposant des mêmes capacités de représentation moyennant l'information préalable des autres membres.

5.2.2 Missions

Le Comité de suivi des tutelles suit l'exécution de l'Accord et l'avancement du Projet. Il veille au respect des échéances prévues dans l'Annexe 1 de l'Accord et décide, sur proposition de l'Établissement coordinateur ou d'une des Parties, des solutions à apporter en cas de problème d'exécution. Le Comité décide de toute éventuelle modification qu'il estimerait utile avec l'estimation financière correspondante, sous réserve de l'autorisation de l'ANR lorsqu'elle est requise.

Les membres du Comité de suivi des tutelles discutent également, sur proposition de l'Établissement coordinateur, de la définition des modalités d'accès à l'Equipex, de la tarification éventuellement associée, de ses modalités d'entretien et d'hébergement. Ces modalités pourront faire l'objet d'un accord ultérieur entre les seules Parties impliquées dans le fonctionnement de l'Equipex.

Le cas échéant et sous réserve de l'approbation de l'ANR, sur proposition du Comité de direction, le Comité peut décider d'exclure une Partie défaillante ou intégrer une nouvelle Partie pour la réalisation du Projet.

Le Comité de suivi des tutelles a pour rôle de favoriser le bon déroulement de l'Accord. Il constitue à ce titre une instance privilégiée de communication entre les Parties de toutes informations qu'elles soient de nature technique, industrielle, commerciale ou autre. A cette fin, les Parties s'informeront, au sein du Comité de suivi des tutelles, des mesures prises par chacune d'elles afin de protéger leurs Résultats (brevets, enveloppes SOLEAU, dossiers techniques secrets, Logiciels, de définir si les Résultats génèrent ou non des droits de propriété intellectuelle etc.).

Le Comité de suivi des tutelles est un organe de concertation entre les Parties en cas de difficulté ou de litige.

5.2.3 Fonctionnement

Toutes les décisions du Comité de suivi des tutelles sont prises à l'unanimité de ses membres présents ou représentés, les représentants des Parties tutelles d'un laboratoire ne disposant que d'une seule voix.

Par dérogation à ce principe, dans l'hypothèse visée à l'article 5.2.2 alinéa 3 et à l'article 15 ci-après, le représentant d'une Partie défaillante ne prend pas part au vote, et la décision intervient à l'unanimité des autres membres.

Chaque fois que l'unanimité n'est pas atteinte, le Comité de suivi des tutelles réexamine le(s) point(s) de désaccord(s) dans un délai d'un (1) mois. Dans cette hypothèse, les décisions du Comité de suivi des tutelles sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des membres présents ou représentés. Chaque Partie dispose cependant d'un droit de veto dans l'hypothèse où la décision aurait pour conséquence d'augmenter sa participation financière dans le cadre du Projet. En cas de désaccord persistant au sein du Comité de suivi des tutelles, la question sera soumise aux représentants des Parties signataires de l'Accord.

Le Comité de suivi des tutelles ne peut valablement siéger que si au moins les trois quart (3/4) de ses membres sont présents ou dûment représentés (quorum). Chaque fois que le quorum n'est pas atteint, le Comité de suivi des tutelles doit à nouveau se réunir dans un délai d'un (1) mois. Le Comité se réunit au moins une (1) fois par an pendant la durée de l'Accord, sur convocation de l'Établissement coordinateur ou à la demande expresse de l'une des Parties (par courriel ou courrier). Ses réunions font l'objet de comptes rendus rédigés par l'Établissement coordinateur et transmis à chacun des membres du Comité de suivi des tutelles dans les quinze (15) jours suivant la date de la réunion.

Ce compte rendu est considéré comme accepté par les Parties si, dans les quinze (15) jours à compter de la réception de ce compte rendu, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit auprès de l'Établissement coordinateur par les membres du Comité de suivi des tutelles.

5.3. Le Comité de direction

5.3.1. Composition

Le Comité de direction comprend :

- Le Responsable scientifique et technique du Projet ;
- Les directeurs adjoints du Projet ;
- Un représentant et un suppléant par Equipe scientifique et technique, désignés par chacune selon une procédure qui lui est propre, étant entendu qu'au moins un représentant de chaque Etablissement-composante de l'Université PSL impliqué dans l'exécution du Projet siègera au Comité de direction.

Un directeur adjoint peut être également le représentant d'une Equipe scientifique et technique.

La composition du Comité de direction du Projet est jointe en Annexe 3b.

Le Responsable scientifique et technique et les directeurs adjoints, s'ils ne sont pas représentants d'une Equipe scientifique et technique, ainsi que chaque Equipe scientifique et technique disposent chacun d'une (1) voix.

Des experts extérieurs français et étrangers peuvent être invités par le président du Comité de direction à participer aux réunions, sous réserve que ces experts, s'ils n'appartiennent pas au personnel des Parties, souscrive un engagement de confidentialité conforme aux stipulations de l'article 8 ci-après, préalablement à leur participation au Comité de direction.

5.3.2. Missions

Le Comité de direction veille à la réalisation du Projet et des livrables qu'il finance, et assure le respect du calendrier d'exécution du Projet figurant en annexe au présent Accord (Annexe 1).

Il instruit l'ensemble des questions scientifiques et techniques posées par le Projet.

Il se prononce sur les modifications à apporter au Projet et sur leur calendrier d'exécution.

Il se prononce sur l'intégration et l'exclusion éventuelles de Parties ou d'Equipes scientifiques et techniques.

Il nomme les membres du Conseil scientifique.

Après évaluation et classement des réponses aux appels à manifestation d'intérêt pour les Projets Biblissima+ par le Conseil scientifique et sur avis de celui-ci, il sélectionne les Projets Biblissima+ qui seront financés par le Programme Equipex et décide du montant de l'aide affectée à la réalisation des livrables correspondants.

5.3.3. Fonctionnement

Le Comité de direction est présidé par le Responsable scientifique et technique et, en cas d'empêchement, par un directeur adjoint.

Le Comité de direction se réunit au moins deux (2) fois par an sur convocation de son président qui en établit l'ordre du jour.

Le Comité de direction siège valablement lorsque la majorité des Equipes scientifiques et techniques sont présentes au début de la séance par l'intermédiaire de leur représentant ou du suppléant de ce dernier.

Le Comité de direction délibère à la majorité simple, sauf en ce qui concerne l'intégration de Parties ou d'Equipes scientifiques et techniques et les modifications de fond du Programme Equipex, qui requièrent l'unanimité.

Le compte rendu de ses séances est soumis à approbation lors de la séance suivante.

En dehors des séances, en tant que de besoin, le président du Comité de direction peut consulter les membres du comité par voie électronique.

5.4. Le Bureau exécutif

5.4.1. Composition

Le Bureau exécutif est composé du Responsable scientifique et technique, des directeurs adjoints et du coordinateur de l'équipe technique en charge du Portail Biblissima.

La composition du Bureau exécutif du Projet est jointe en Annexe 3c.

Le Bureau exécutif peut inviter à ses réunions des experts français et étrangers.

5.4.2. Missions

Le Bureau exécutif gère le Projet et veille à sa réalisation concrète au quotidien. Il rend compte de ses travaux au Comité de direction.

5.4.3. Fonctionnement

Le Bureau exécutif se réunit autant que de besoin, au minimum une (1) fois par mois.

5.5. Le Conseil scientifique

5.5.1. Composition

Le Conseil scientifique est composé de membres français et étrangers choisis par le Comité de direction pour une durée de quatre (4) ans. Autant que faire se peut, la parité entre femmes et hommes et entre membres français et étrangers est recherchée.

Le Conseil scientifique désigne en son sein son président.

La composition du Conseil scientifique du Projet est jointe en Annexe 3d.

Le Responsable scientifique et technique du Projet assiste de droit aux réunions du Conseil scientifique, avec voix consultative.

Des experts extérieurs français et étrangers peuvent être invités par le président du Conseil scientifique à participer aux réunions.

5.5.2. Missions

Le Conseil scientifique contribue, par son expertise, à orienter la politique scientifique et technique du Projet.

Il évalue les dossiers de candidature pour l'obtention de financements au titre de l'appel à manifestation d'intérêt annuel pour les Projets Biblissima+, et en établit un classement. Il peut solliciter l'avis d'autres experts sur certains de ces dossiers.

5.5.3. Fonctionnement

Le Conseil scientifique se réunit au moins une (1) fois par an sur convocation de son président qui en établit l'ordre du jour, en concertation avec le Responsable scientifique et technique du Projet.

Il siège valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Procuration peut être donnée par un membre du Conseil scientifique à un autre membre du Conseil scientifique. Nul ne peut être porteur de plus de deux (2) procurations.

Le Conseil scientifique se prononce à la majorité simple sur les questions qui lui sont soumises.

Le compte rendu de ses séances est soumis à approbation lors de la séance suivante.

En dehors des séances, en tant que de besoin, le président du Conseil scientifique peut consulter les membres de son conseil par voie électronique.

Article 6 : Propriété intellectuelle des Connaissances propres et des Résultats

6.1 Propriété intellectuelle des Connaissances propres

6.1.1 Propriété des Connaissances propres

Chaque Partie est et demeure propriétaire de ses Connaissances propres, protégées ou non par tout Droit de propriété intellectuelle, listées à l'annexe « Connaissances propres » (Annexe 2).

Il est expressément convenu entre les Parties que la communication de Connaissances propres pour les besoins de l'Accord ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant ou transférant un droit quelconque à la Partie qui reçoit ces Connaissances propres de l'autre Partie.

6.1.2 Protection des Connaissances propres

Chaque Partie assure librement la protection de ses Connaissances propres. Notamment, elle décide seule de protéger ou non ses Connaissances propres et, le cas échéant, de la protection adéquate.

En tout état de cause, chaque Partie s'engage à conserver, par des dépôts ou démarches dont elle choisit la forme, la preuve de ses Connaissances propres, tant pour leur date que pour leur contenu.

6.1.3 Utilisation et exploitation des Connaissances propres

Chaque Partie exploite librement, directement ou indirectement, ses Connaissances propres, sous réserve des droits suivants accordés aux autres Parties.

Chaque Partie concède aux autres Parties une licence d'utilisation, à titre gratuit, non exclusive, non cessible, non transmissible, sans droit de sous-licence et pour la durée du Projet, des Connaissances propres dont elle est titulaire, à la condition que leur utilisation soit Nécessaire aux autres Parties pour réaliser les tâches qui leur sont confiées dans le cadre du Projet et strictement réservée à la réalisation de ces tâches dans le cadre du Projet. Nonobstant ce qui

précède, cette interdiction de cession ou de sous-licence des seules Connaissances propres Nécessaires à l'exécution du Projet ne saurait être opposée à l'Université PSL pour le compte exclusif de ses Etablissements-composantes impliqués dans l'exécution du Projet.

Toute concession de licence relative aux Connaissances propres nécessaires à l'exploitation des Résultats sera subordonnée à la signature d'un accord séparé entre les Parties concernées.

La licence sera non cessible et non exclusive. Nonobstant ce qui précède, cette interdiction de sous-licence des seules Connaissances propres Nécessaires à l'exploitation des Résultats ne peut être opposée à l'Université PSL pour le compte exclusif de ses Etablissements-composantes impliqués dans l'exécution du Projet.

Il est convenu que lorsque la licence portera sur un Logiciel, elle sera limitée au code objet de celui-ci.

6.2 Propriété intellectuelle des Résultats

6.2.1 Propriété des Résultats

6.2.1.1 Propriété des Résultats Propres

Les Résultats Propres protégés ou protégeables ou non par un Droit de propriété intellectuelle sont la propriété pleine et entière de la Partie qui les a développés ou générés seule.

6.2.1.2 Propriété des Résultats Conjointes (hors Logiciels)

Les Résultats Conjointes issus du Projet, appartiennent en copropriété aux Parties ayant participé à leur obtention au prorata de leurs Contributions respectives.

Toutefois les Parties concernées à l'origine d'un Résultat Conjoint pourront se concerter afin d'en attribuer la propriété à l'une ou plusieurs d'entre elles ou déterminer une règle différente d'attribution de leurs droits, sous réserve de l'accord écrit de toutes les Parties copropriétaires du Résultat Conjoint concerné.

Les Parties copropriétaires signeront, par acte séparé et avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale effective, un accord de copropriété, définissant la répartition des quotes-parts définies à hauteur de leur Contribution ainsi que les droits et obligations s'y rapportant, en conformité avec les principes d'Utilisation et d'Exploitation définis au présent Accord.

Les Parties ayant participé à l'obtention des Résultats Conjointes se concerteront au cas par cas afin de déterminer l'opportunité d'un éventuel dépôt de demande de Brevet Nouveau ou de Logiciel.

Dans le cas de Résultats Conjointes générés par le personnel d'une structure commune de recherche sans personnalité morale (ex : UMR, FRE, ...), les tutelles de ladite structure seront considérées comme une seule Partie copropriétaire. Il est entendu que lesdites tutelles feront leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée, conformément à la convention régissant ladite structure.

Par ailleurs, ces tutelles désigneront un mandataire unique qui interviendra et représentera les tutelles copropriétaires dans la négociation et la signature de l'accord de copropriété le cas échéant.

Dans le cas où au moins deux (2) Parties copropriétaires d'un Résultat Conjoint seraient des personnes publiques investies d'une mission de recherche, et en accord avec les dispositions prévues par le décret n° 2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du Code de la recherche, ces Parties désigneront parmi elles, pour chaque Résultat Conjoint concerné, un mandataire unique (ci-après désigné « **Mandataire Unique** »), à moins que le Mandataire Unique n'ait déjà été désigné dans un accord conclu entre les parties copropriétaires. Le Mandataire Unique sera notamment l'interlocuteur du Gestionnaire de la Copropriété dans le cas où ce dernier et le Mandataire Unique seraient deux Parties distinctes.

Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des Brevets Nouveaux en copropriété uniquement entre des Parties personnes publiques investies d'une mission de recherche seront supportés par le Mandataire Unique, sous réserve des accords conclus entre eux.

6.2.1.3 Résultats Conjointes brevetables

6.2.1.3.1 Gestion et procédures

Sous réserve des dispositions ci-dessus, les Parties copropriétaires des Résultats Conjointes brevetables décideront si ces derniers doivent faire l'objet de demandes de brevets déposées à leurs noms conjoints, et désigneront parmi elles,

celle qui sera chargée d'effectuer les formalités de dépôt de poursuite de la délivrance et de maintien en vigueur des Brevets Nouveaux issus des Résultats Conjointes concernés conformément au règlement de copropriété visé à l'article 6.2.1.2, ci-après désignée « Gestionnaire de la Copropriété ». Le Gestionnaire de la Copropriété sera désigné au cas par cas, en fonction des Résultats Conjointes considérés.

Sauf décision contraire des Parties en particulier dans le contrat de copropriété visé ci-avant, les Parties conviennent d'ores et déjà que la prise en charge des frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des Brevets Nouveaux en copropriété issus de tout Résultat Conjoint suivra les modalités suivantes :

- Pour les Résultats Conjointes détenus exclusivement par les Etablissements publics, le Mandataire Unique concerné, supportera intégralement lesdits frais et ce dès lors qu'il sera copropriétaire dudit Résultat Conjoint, ou
- Pour les Résultats Conjointes dont l'Entreprise est copropriétaire avec un Etablissement public, l'Entreprise supportera intégralement lesdits frais.

Chaque Partie fera son affaire de la rémunération de ses inventeurs et de s'assurer que les inventeurs accomplissent les formalités nécessaires à l'obtention, le maintien et la défense des Brevets Nouveaux.

6.2.1.3.2 Renonciation

Si l'une des Parties copropriétaires renonce à déposer, à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs Brevets Nouveaux en France ou à l'étranger, elle devra en informer les autres Parties copropriétaires en temps opportun pour que celles-ci déposent en leurs seuls noms, poursuivent la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur desdits Brevets Nouveaux à leurs seuls frais et profits. La Partie qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes les pièces nécessaires pour permettre aux autres Parties copropriétaires de devenir seules Copropriétaires du ou des Brevets Nouveaux en cause pour le ou les pays concernés.

Une Partie copropriétaire sera réputée avoir renoncé au dépôt, à la poursuite de la procédure de délivrance ou au maintien en vigueur d'un Brevet Nouveau et ne sera pas redevable des frais engagés soixante (60) jours calendaires après la réception d'une lettre recommandée restée sans effet avec accusé de réception par la ou les autres Parties copropriétaire(s) lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point.

Dans le cas où une Partie copropriétaire renoncerait dans certains pays à la poursuite de la procédure et/ou au maintien en vigueur d'un Brevet Nouveau, elle resterait engagée au titre du règlement de copropriété pour les autres Brevets Nouveaux bénéficiant de la même date de priorité.

Les autres Parties copropriétaires s'engagent à ne pas lui opposer leurs droits dans les pays auxquels elle a renoncé, sous réserve qu'elle s'acquitte des compensations financières relatives à l'exploitation telles que prévues au règlement de copropriété susvisé.

Toutefois, elle ne pourra prétendre à aucune compensation au titre de l'exploitation par les autres Parties copropriétaires pour les pays pour lesquels elle a abandonné la procédure.

6.2.1.3.3 Cession

Chaque Partie copropriétaire a le droit de céder sa quote-part de copropriété sur les Brevets Nouveaux et plus généralement sur les Résultats.

Si plusieurs Parties copropriétaires souhaitent exercer leur droit de préemption, celles-ci se concertent pour déterminer la part de copropriété attribuée à chacune d'entre elles.

Le cédant devra notifier son projet par lettre recommandée avec avis de réception aux autres Parties copropriétaires en indiquant, dans sa notification, sous réserve de ses éventuelles obligations de confidentialité, les conditions, notamment financières, de l'opération projetée, ainsi que l'identité du cessionnaire envisagé et, si le cessionnaire est une personne morale, de la ou des personnes en détenant le contrôle ultime.

Chaque Partie copropriétaire disposera alors d'un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la réception de ladite notification, pour faire connaître à la Partie cédante, par lettre recommandée avec avis de réception, si elle entend ou non user de ce droit de préemption.

A défaut de réponse dans ce délai, une Partie sera réputée avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption par la Partie non cédante, la transaction sera réalisée aux conditions initialement notifiées par le cédant, comme indiqué ci-dessus.

Tout cédant s'oblige à inclure dans tout contrat de cession le détail des droits et obligations attachés aux Brevets Nouveaux et aux Résultats Conjointes.

6.2.1.3.4 Défense des Brevets Nouveaux et des Résultats Conjoints

Chaque Partie s'engage à faire part, par écrit, à l'Etablissement coordinateur, de toute suspicion de contrefaçon d'un Brevet Nouveau ou d'un Résultat Conjoint.

Au cas où l'une des Parties copropriétaires suspecterait la contrefaçon d'un Brevet Nouveau ou d'un Résultat Conjoint, les Parties copropriétaires se consulteront sur l'opportunité d'entamer ensemble une action en contrefaçon.

Dans le cas où un accord ne pourrait être obtenu entre les Parties copropriétaires dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification par l'une des Parties copropriétaires aux autres Parties copropriétaires des actes de contrefaçon présumés d'un tiers, chacune des Parties copropriétaires pourra exercer, sous sa propre responsabilité, à ses frais et à son entier profit, toute action qu'elle jugera utile.

Les Parties copropriétaires ayant participé à de telles actions ne seront redevables d'aucune garantie à l'égard des autres Parties copropriétaires quant aux conséquences dommageables de telles actions et notamment en cas d'annulation de tout ou partie des Brevets Nouveaux.

6.2.1.4 Propriété des Logiciels

Les Logiciels de Base sont la propriété de la Partie qui les a développés.

6.2.1.4.1 Cas des Adaptations

Sont la propriété de la Partie titulaire du Logiciel de Base, les Adaptations réalisées dans le cadre du présent Accord, quel qu'en soit l'auteur.

Ainsi lorsque la Partie et/ou les Parties ayant procédé aux Adaptations n'est (ne sont) pas propriétaire(s) du Logiciel de Base, elle(s) s'engage(nt) à céder à la Partie propriétaire du Logiciel de Base le droit d'exploitation de ces Adaptations comprenant le droit de reproduire, représenter, traduire, adapter, arranger modifier et commercialiser l'Adaptation.

6.2.1.4.2 Cas des Extensions

Sans préjudice des dispositions précédentes, chaque Partie est propriétaire des Extensions qu'elle a réalisées seule dans le cadre du présent Accord.

Sont la propriété conjointe des Parties considérées, les Extensions réalisées en commun par deux ou plusieurs Parties, à proportion de leurs Contributions, quel que soit la Partie propriétaire du Logiciel de Base dont ces Extensions dérivent.

6.2.1.4.3 Cas des Logiciels Nouveaux

Les Logiciels Nouveaux développés dans le cadre du présent Accord sont la propriété de la Partie qui les a développés seule.

Les Logiciels Nouveaux, développés en commun sont des Résultats Conjoints et sont détenus en copropriété des Parties les ayant générés, à proportion de leurs Contributions.

Les Parties copropriétaires pourront décider d'un commun accord d'attribuer la propriété de certains Logiciels Nouveaux à une seule des Parties.

L'utilisation et/ou l'intégration de Logiciels libres/open source dans le cadre du Projet est autorisée, sans nécessiter d'accord préalable des Parties. Cette information est mentionnée lors du rapport d'activité annuel.

Le respect des conditions de licence des Logiciels libres / open source utilisés, qu'elles soient contaminantes ou non, est placé sous la responsabilité de la Partie qui en a la propriété.

6.2.1.4.4 Protection

En cas de Logiciel qualifié de Résultats Conjoints, un règlement de copropriété entre les indivisaires définira les droits détenus par les Parties Copropriétaires concernées notamment au regard de la spécificité des Résultats Conjoints obtenus et des conditions d'accès et d'utilisation qu'elles souhaitent se réserver.

La cession de quote-part sur Logiciels Résultats Conjoints devra respecter les modalités prévues à l'article 6.2.1.3.3.

La défense des Logiciels Résultats Conjoints devra respecter les dispositions de l'article 6.2.1.3.4.

6.2.2 Protection des Résultats

Les Parties s'engagent à assurer une traçabilité de leurs Résultats Propres protégeables.

Pour les Résultats Conjointes, les décisions relatives à leur traçabilité sont prises par le Comité de direction et exécutées par les Parties Copropriétaires.

Lorsqu'un Résultat appartient à une seule Partie, cette dernière assure seule la protection de celui-ci et décide seule des moyens de protection adéquats.

Lorsqu'un Résultat est détenu en copropriété par plusieurs Parties, les décisions relatives à sa protection sont, sous réserve des dispositions relatives aux Résultats Conjointes brevetables et aux Extensions et Logiciels Résultats Conjointes exposées ci-dessus, prises par les Parties Copropriétaires, conformément aux termes de l'accord de copropriété passé.

6.2.3 Utilisation et exploitation des Résultats

6.2.3.1 Utilisation et exploitation des Résultats Propres ou Conjointes par le(s) Partie(s) (co)propriétaire(s)

Chacune des Parties peut utiliser et exploiter directement ou indirectement (par voie de licences et sous-licences) librement et à son seul profit les Résultats Propres dont elle est seule propriétaire, sous réserve des droits accordés par l'Accord aux autres Parties.

Les conditions de toute exploitation des Résultats Conjointes seront précisées dans l'accord de copropriété que les Parties copropriétaires s'engagent à signer entre elles, avant tout acte d'exploitation. L'accord de copropriété définit en particulier les conditions financières d'exploitation.

Toute concession de licence relative à un Résultat Propre Nécessaire à l'exploitation des Résultats Conjointes sera subordonnée à la signature d'un accord séparé entre les Parties concernées.

6.2.3.2 Utilisation et exploitation des Résultats Propres ou Conjointes par les Parties non propriétaires

Chaque Partie propriétaire accorde aux autres Parties une licence d'utilisation, gratuite, non exclusive, non cessible, non transmissible, sans droit de sous-licence et pour la durée du Projet, de ses Résultats Propres qu'elle aura créés et développés seule, à la condition que leur utilisation soit Nécessaire aux autres Parties pour les seuls besoins de la réalisation du Projet. Cette licence est concédée pour la durée de l'Accord.

Nonobstant ce qui précède, cette interdiction de sous-licence des seuls Résultats Propres ou Conjointes des Nécessaires ne peut être opposée à l'Université PSL pour le compte exclusif de ses Etablissements-composantes impliqués dans l'exécution du Projet.

Les Parties ayant obtenu des Résultats Conjointes s'engagent à concéder aux autres Parties non copropriétaires une licence d'utilisation, gratuite, non exclusive, non cessible, sans droit de sous-licence et pour la durée du Projet, de leurs Résultats Conjointes, à la condition que leur utilisation soit Nécessaire aux autres Parties pour les seuls besoins de la réalisation du Projet.

Toute concession de licence relative à un Résultat Propre Nécessaire à l'exploitation des Résultats Conjointes sera subordonnée à la signature d'un accord séparé entre les Parties concernées.

Nonobstant ce qui précède, cette interdiction de sous-licence des seuls Résultats Propres Nécessaires à l'exploitation des Résultats Conjointes ne peut être opposée à l'Université PSL pour le compte exclusif de ses Etablissements-composantes impliqués dans l'exécution du Projet.

6.2.3.3 Utilisation des Résultats à des fins de recherche

Chaque Partie peut utiliser librement et gratuitement, sur sa demande, les Résultats Propres et/ou Conjointes des autres Parties pour ses besoins de recherche interne et dans le cadre de collaborations de recherche avec des tiers, à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins industrielles et/ou commerciales. L'accès aux Résultats Propres et/ou Conjointes intervient suivant les modalités précisées dans un accord préalable écrit signé entre la Partie qui souhaite utiliser les Résultats Propres et/ou Conjointes et les Parties propriétaires desdits Résultats.

Si les Résultats constituent des Logiciels, leur remise fait l'objet d'un accord écrit entre les Parties concernées qui en précise les conditions et modalités d'utilisation, étant entendu que les droits d'utilisation ainsi conférés n'entraînent pas l'accès aux codes sources, sauf accord exprès de la Partie propriétaire/copropriétaire.

Article 7 – Propriété et utilisation des Équipements

Tous les Équipements des Parties, existant à la date d'entrée en vigueur de l'Accord ou achetés pour les besoins de

l'Accord, et nécessaires à la réalisation du Projet sont identifiés à l'aide de la fiche d'identification annexée à l'Accord (Annexe 7).

Les Équipements achetés dans le cadre du Projet via l'aide octroyée par l'ANR sont la propriété de la Partie qui en a fait l'acquisition pour les besoins du Projet et sont inscrits à son inventaire.

Pendant toute la durée de l'Accord, la Partie propriétaire d'un Équipement assurera son entretien et sa maintenance, afin que celui-ci soit toujours en parfait état de fonctionnement. A ce titre, la Partie propriétaire d'un Équipement prendra notamment à sa charge les opérations suivantes : entretien courant, maintenance préventive et réparations des matériels et/ou équipements suite à une avarie causée par une mauvaise utilisation ou par un sinistre survenu durant la période d'exécution de l'Accord. Les Parties s'engagent à favoriser la mutualisation des Équipements au sein du consortium pendant la durée du Projet.

En cours de Projet, les Parties s'engagent à se concerter dans le cadre du Comité de suivi des tutelles sur le sort des Équipements et de l'Equipex à l'issue du Projet (hébergement, conditions d'accès et d'utilisation, modèle de financement dans la durée, approvisionnement en matériel nécessaire à leur fonctionnement, exploitation des Résultats en lien avec les Équipements le cas échéant).

Article 8 - Confidentialité

Les Parties reconnaissent et acceptent que les Résultats ne générant pas de Droits de propriété intellectuelle ni un savoir-faire secret, quelle que soit la Partie qui les a créés, auront vocation à être largement diffusés, ne constituant alors pas des Informations Confidentielles, dès lors que ces éléments auront été considérés comme tels par les Parties au sein des organes de gouvernance mis en place au titre de l'Accord.

Chaque Partie transmet aux autres Parties les seules informations qu'elle juge nécessaires à l'exécution du Projet, sous réserve du droit des tiers.

Aucune stipulation de l'Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des informations à une autre Partie, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution de sa part du Projet.

Chaque Partie s'engage à garder secrètes les Informations Confidentielles.

Chaque Partie s'engage à ce que ces Informations Confidentielles :

- a) soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection que celui qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles ;
- b) ne soient utilisées que pour les besoins de l'Accord ;
- c) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel ayant à les connaître.

Chaque Partie s'engage à ce que son personnel visé au c) ci-dessus respecte les dispositions de l'Accord.

Toute autre communication ou utilisation de ces Informations Confidentielles implique le consentement préalable et écrit de la Partie qui les a communiquées.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, chaque Partie peut communiquer les informations appartenant à (aux) l'autre(s) Partie(s) dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable, et sans qu'il y ait violation d'une obligation de secret;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite, sans qu'il y ait eu violation d'une obligation de secret;
- qu'elles étaient déjà en sa possession avant leur communication par l'autre Partie ;
- qu'elles devaient être communiquées en application de lois, réglementations, décisions de justice, à condition que la Partie récipiendaire en informe la Partie émettrice et que des mesures aient été prises pour assurer la confidentialité des informations malgré leur communication.

Sous réserve du respect de conditions au moins aussi strictes que celles prévues au présent article, il est expressément convenu que l'Université PSL est autorisée à communiquer les Informations Confidentielles à ses Etablissements-composantes impliqués dans l'exécution du Projet.

L'obligation de secret est maintenue pendant une période de cinq (5) ans à compter de la communication de l'information.

Aucune disposition de cet Accord n'implique :

- une renonciation, pour la Partie qui les communique, à la protection d'Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre Droit de propriété intellectuelle ;
- une cession, par la Partie qui communique les Informations Confidentielles, d'un quelconque droit sur ces informations au profit des autres Parties.

Article 9 - Publications et communications

9.1 Chaque Partie s'engage à ne pas publier, de quelque façon que ce soit, les Connaissances propres et les Résultats des autres Parties dont elle pourrait avoir connaissance et ce, tant que ces informations ne sont pas dans le domaine public ou tant que cette Partie n'a pas reçu l'accord préalable de la Partie propriétaire des Connaissances propres ou des Résultats concernés.

9.2 Les Parties conviennent que toute publication ou communication relative au Projet doit intervenir dans le respect des obligations de confidentialité et des droits de propriété intellectuelle des Parties.

9.3 Sous cette réserve, chaque Partie est libre de faire toute publication ou communication qu'elle souhaite sur ses Connaissances propres et sur ses Résultats Propres.

9.4 Tout projet de publication ou communication d'une Partie, concernant tout ou partie du Projet et/ou des Résultats dont la Partie intéressée n'est pas l'unique propriétaire, doit être soumis à l'autorisation préalable de la Partie ou des Parties concernées ; le Responsable scientifique et technique en sera informé.

9.5 A cette fin, le projet de publication ou communication doit être remis aux Equipes scientifiques et techniques concernées par mail avec avis de réception via leur représentant au Comité de direction. A compter de la réception du projet de publication ou communication, chacune des Equipes scientifiques et techniques concernées a un délai d'un (1) mois pour se prononcer ; à défaut de réponse dans ce délai, le projet de publication ou communication est considéré comme accepté.

9.6. Dans le délai imparti, la ou les Equipes scientifiques et techniques concernées peuvent demander :

- d'apporter des modifications à son projet si certaines informations sont susceptibles de compromettre l'utilisation commerciale et industrielle des Résultats, à condition que les modifications n'altèrent pas la valeur scientifique du projet ;
- d'apporter des modifications à son projet s'il contient des Informations Confidentielles d'une des Parties ;
- de reporter la publication ou communication envisagée pour une durée à préciser, notamment si la publication ou communication porte sur des Résultats devant faire l'objet d'une protection par la propriété intellectuelle.

9.7 Les Parties acceptent et reconnaissent que les Résultats générant des Droits de propriété intellectuelle, et/ou relevant d'un savoir-faire secret, doivent être diffusés dans le respect des obligations de confidentialité et des Droits de propriété intellectuelle des Parties-

9.8 A contrario, les Parties acceptent de ne pas entraver ou faire obstacle à une publication ou une communication relative aux Résultats ne générant pas de Droits de propriété intellectuelle et/ou ne relevant pas d'un savoir-faire secret.

9.9 Les présents engagements s'imposent aux Parties pour toute la durée de l'Accord et pour une durée de douze (12) mois après la fin de celui-ci.

9.10 Les dispositions du présent article 9 ne peuvent pas faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au Projet de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève. La diffusion d'Informations Confidentielles dans ce cadre est limitée aux seules

instances ayant besoin d'en connaître à condition qu'elles s'obligent à respecter les dispositions relatives à la confidentialité ;

-ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant au Projet. Cette soutenance est organisée dans le respect de la réglementation universitaire et des dispositions relatives à la confidentialité. Si nécessaire, elle pourra se dérouler à huis clos et chaque membre du jury sera engagé par un engagement de confidentialité.

Article 10 – Science ouverte

Les Parties s'accordent sur le principe que les Résultats ne générant pas de droits de propriété intellectuelle ni un savoir-faire secret peuvent être largement diffusés, dans le respect de l'article 8 relatif à la confidentialité, conformément aux politiques de science ouverte nationale et européenne encourageant une mise à disposition ouverte des données, des codes sources et des méthodes sous-jacents aux résultats à des fins d'intégrité scientifique, de réutilisation et d'encouragement de l'innovation.

Conformément à l'article 9 de la Convention attributive ANR, les Parties s'engagent à déposer les publications scientifiques (texte intégral) issues du Projet dans une archive ouverte, soit directement dans HAL soit par l'intermédiaire d'une archive institutionnelle locale, dans les conditions de l'article 30 de la Loi « Pour une République numérique ».

Dès que cela sera possible eu égard aux dispositions relatives aux Informations Confidentielles et à la protection et l'exploitation des Résultats, les Parties s'engagent, en vertu du principe d'ouverture par défaut auxquelles elles adhèrent, à favoriser la diffusion large au public des connaissances, données et codes sources issus du Projet.

Les Parties établiront et tiendront à jour un plan de gestion des données dans lequel elles définiront et justifieront ce qui devra rester confidentiel et pour quelle durée (voir article « Publications »), les conditions d'archivage des données et des informations relatives au Projet, et les informations et données qui pourront être diffusées au public ainsi que les modalités de cette diffusion.

Les Parties s'engagent à le mettre à jour pendant l'exécution et à la fin du Projet, conformément à l'article 8 de la Convention attributive d'aide ANR.

Cette clause ne fait en tout état de cause pas obstacle à la protection des Résultats par un Droit de propriété intellectuelle et, le cas échéant, par la délivrance d'un titre de propriété industrielle.

Article 11 : Données personnelles

Les Parties veillent au respect du Règlement européen de protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD), de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi Informatique et libertés) et de toute réglementation nationale prise en application, concernant les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de l'Accord.

La réalisation du Projet ne suppose pas le traitement de données à caractère personnel autres que les données des personnes en charge de l'exécution contractuelle.

Article 12 - Responsabilité

12.1 Dispositions générales

12.1.1 Chaque Partie concernée s'engage à exécuter sa Part des Travaux conformément à l'obligation de moyens qui lui incombe

12.1.2 Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, manque à gagner, etc.) qui pourraient survenir dans le cadre de l'Accord.

12.2 Personnel des Parties

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

La présence de personnels de l'une des Parties dans les locaux d'une autre Partie pour les besoins d'exécution du Projet obéira aux dispositions suivantes :

- la présence de personnel devra faire l'objet de l'accord préalable écrit de la Partie accueillante, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement seront à la charge de l'employeur d'origine ;
- lesdits personnels devront respecter le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu de travail et les directives qui leur seront notifiées par le chef de projet de la Partie accueillante. En tout état de cause, le personnel accueilli demeurera sous l'autorité hiérarchique de son employeur.

12.3 Dommages aux biens des Parties

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'Accord aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre Partie.

12.4 Dommages aux tiers

Chaque Partie supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages corporels ou matériels causés aux tiers à l'occasion de la réalisation de sa part du Projet.

12.5 Assurances

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de l'Accord.

La règle selon laquelle « l'État est son propre assureur » s'applique à certains établissements publics. En conséquence, les Etablissements concernés garantissent sur leurs budgets les dommages qu'ils pourraient causer à des tiers du fait de leur activité.

12.6 Exclusion de la responsabilité du fait des Connaissances propres et des Résultats

Les Connaissances propres ou les Résultats et/ou les autres informations communiquées par une des Parties à toute autre Partie dans le cadre de l'exécution de l'Accord sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Ces connaissances et informations sont utilisées par les Parties dans le cadre de l'Accord à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'engagera de recours contre l'autre, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces connaissances et informations.

Article 13 - Sous-traitance

Pour les besoins du Projet et sous réserve de l'accord de (des) l'autre(s) Partie(s), chaque Partie ayant à réaliser une Part de Travaux peut sous-traiter à un tiers une partie de sa Part des Travaux. Chaque Partie reste responsable de la réalisation de sa part du Projet qu'elle sous-traite à un tiers.

Le contrat de sous-traitance doit être établi dans des termes compatibles avec ceux de l'Accord. A ce titre, chaque Partie s'engage à acquérir les Droits de propriété intellectuelle des Résultats obtenus par ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

Article 14 – Audit

Les Parties s'engagent à assister l'Établissement coordinateur en cas de demandes de l'ANR ou de l'État ou de toute autre personne mandatée par l'ANR ou l'État, dans le cadre d'audits visant au suivi ou à l'évaluation des Investissements d'avenir.

Il est rappelé aux Parties que le Projet est susceptible d'être audité sur pièce et sur place par l'ANR dans les conditions du Règlement financier.

Article 15 - Résiliation

Dans l'hypothèse où une Partie viendrait à manquer à l'une quelconque de ses obligations au titre de l'Accord, les autres Parties pourront, après accord de l'ANR, prononcer la résiliation de l'Accord à l'égard de la Partie en défaut si, dans les quinze (15) jours de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la Partie en défaut ne s'est toujours pas conformée à ses obligations. La décision de prononcer la résiliation est prise à l'unanimité des Parties non défaillantes au sein du Comité de suivi des tutelles.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par les autres Parties du fait de la résiliation partielle de l'Accord.

En accord avec l'ANR, les Parties peuvent décider soit de reprendre à leur compte la part du Projet de la Partie défaillante, soit de confier à un tiers tout ou partie de sa part du Projet à exécuter.

La Partie défaillante s'engage à communiquer gratuitement aux autres Parties ou au tiers subrogé toutes les informations nécessaires à la poursuite de l'exécution du Projet en ses lieu et place. En outre, la Partie défaillante s'engage à ne pas opposer aux autres Parties ou au tiers remplaçant ses Droits de propriété intellectuelle, relatifs à ses Connaissances propres et Résultats propres nécessaires à la poursuite du Projet et s'engage à négocier les termes d'une licence pour l'exploitation de ses Connaissances propres et/ou Résultats Propres, dans les conditions de l'article 6 ci-avant, lorsque cela est nécessaire à l'exploitation des Résultats Conjoints.

La Partie défaillante perd le bénéfice des droits concédés ou qui auraient pu lui être concédés, sur les Connaissances propres et/ou Résultats Propres des autres Parties au titre de l'article 6 ci-avant.

Article 16 - Durée de l'Accord

L'Accord entre en vigueur à compter du 01/11/2021 pour une durée de quatre-vingt-douze (92) mois.

Sauf avis contraire des Parties, en cas de prolongation de la Convention attributive d'aide, l'Accord est prolongé automatiquement pour la durée de prolongation de la Convention attributive d'aide.

Nonobstant l'expiration ou la résiliation partielle dans les conditions prévues à l'article 15 de l'Accord, les Parties demeurent liées par les engagements souscrits aux articles 6, 8 et 9.

Article 17 - Règlement des différends

L'Accord est soumis aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de l'Accord, les Parties s'engagent à s'efforcer de résoudre leur différend à l'amiable.

Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de trois (3) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté par la Partie la plus diligente devant les tribunaux français compétents.

Article 18 - Liste des annexes

Sont annexés à l'Accord pour en faire partie intégrante, les documents suivants :

Annexe 1 : Description technique du Projet ;

Annexe 2 : Liste des Connaissances propres des Parties nécessaires à l'exécution du Projet ;

Annexe 3 : Composition des instances de gouvernance du Projet :

- Annexe 3a : Composition du Comité de suivi des tutelles du Projet ;
- Annexe 3b : Composition du Comité de direction du Projet ;
- Annexe 3c : Composition du Bureau exécutif du Projet ;
- Annexe 3d : composition du Conseil scientifique du Projet ;

Annexe 4 : Liste des Equipes scientifiques et techniques;

Annexe 5 : Convention attributive ANR ;

Annexe 6 : Conventions de reversement signées entre l'Etablissement coordinateur et des Etablissements partenaires ;

Annexe 7 : Liste des matériels et équipements.

Fait à Paris, le

En 14 exemplaires originaux

Pour le **Campus Condorcet**

Pierre-Paul ZALIO

Président

[Signature]

Pour le **CNRS**

Catherine LARROCHE

Déléguée régionale de la Délégation Île-de-France Meudon (DR5)

[*Signature*]

Pour l'**Université PSL**

Alain FUCHS

Président

[*Signature*]

Pour l'**EHESS**
Romain HURET
Président
[Signature]

Pour l'**ENS de Lyon**

Lamine BOUBAKAR
Administrateur provisoire
[Signature]

Pour le **MNHN**

Bruno DAVID

Directeur

[*Signature*]

Pour **Avignon Université**

Philippe ELLERKAMP

Président

[*Signature*]

Pour l'**Université de Caen**

Lamri ADOUI

Président

[*Signature*]

Pour l'**Université Lyon 3**

Eric CARPANO

Président

[*Signature*]

Pour l'**Université Lyon 2**

Nathalie DOMPNIER

Présidente

[*Signature*]

Pour l'**Université de Poitiers**

Virginie LAVAL

Présidente

[*Signature*]

Pour l'**Université de Tours**

Arnaud GIACOMETTI

Président

[*Signature*]

Pour le **SIAF**

Françoise BANAT-BERGER

Cheffe du SIAF

[*Signature*]

Pour **TEKLIA**

Christopher KERMORVANT
Président
[Signature]